

1. Objet de l'Appel d'Offres

Dans le cadre de l'amélioration des conditions de travail en vue d'impacter quantitativement et qualitativement le rendement des personnels de la Juridiction, le Ministre d'Etat, Ministre de la Justice, Garde des Sceaux lance pour le compte du Ministère de la Justice un Appel d'Offres National Ouvert en procédure d'urgence relatif aux travaux d'extension de la Cour d'Appel du Sud (aménagement de trois (3) bureaux).

2. Consistance des Travaux

Les travaux comprennent les opérations suivantes :

- Lot 1 : Travaux Préparatoires ;
- Lot 2 : Travaux de fondation ;
- Lot 3 : Travaux d'élévation ;
- Lot 4 : Travaux de charpente - couverture- plafond ;
- Lot 5 : Revêtements scellés ;
- Lot 6 : menuiserie métallique, bois et vitrerie ;
- Lot 7 : Electricité ;
- Lot 8: Peinture ;
- Lot 9 : VRD.

3. Allotissement

Les travaux relatifs au présent Appel d'Offres sont regroupés en un lot unique.

4. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel des travaux relatifs au présent Appel d'Offres est de trente millions (30 000 000) FCFA Toutes Taxes Comprises.

5. Délai prévisionnel d'exécution

Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des travaux objet du présent Appel d'Offres est de soixante jours calendaires. Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les travaux.

6. Participation et origine

La participation à cet Appel d'Offres est ouverte à toute Entreprise ou groupement d'entreprises de BTP établie au Cameroun ayant des compétences et une expérience avérée dans le domaine de la construction des Bâtiments et Travaux Publics.

7. Financement

Les travaux objet du présent Appel d'Offres sont financés par le budget d'investissement public du Ministère de la Justice exercice 2025, sur la ligne d'imputation budgétaire, N°59 08 050 51 18 182 523112.

8. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est le mode en ligne.

9. Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission , acquitté à la main, délivrée par un organisme ou une Institution financière agréée par le Ministre chargé des Finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics dont la liste figure dans le DAO dont le montant s'élève à six cent mille (600 000) FCFA, et valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres. Il est assorti du récépissé de consignation délivré par la Caisse des dépôts et de Consignations (CDEC). L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des Marchés publics, entraîne le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

10. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier physique peut être consulté gratuitement dans les services du Maître d'ouvrage aux heures ouvrables, au Ministère de la Justice, Direction des Affaires Générales, Service des Marchés Publics, porte 410, dès publication du présent avis. Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm>, <http://www.publiccontracts.cm> et sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm).

11. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

La version physique du Dossier d'Appel d'Offres peut être obtenue aux heures ouvrables, au Ministère de la Justice , Direction des Affaires Générales, Service des Marchés Publics, porte 410, dès publication du présent avis, contre présentation d'une quittance de versement d'une somme non remboursable des frais d'achat du Dossier d'Appel d'Offres de cinquante mille (50 000) Francs CFA, payable au Trésor public. Il est également possible d'obtenir la version électronique du dossier par

téléchargement gratuit aux adresses <http://www.marchespublics.cm>, <http://www.publiccontracts.cm> et sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm). Toutefois, la soumission par voie électronique est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

12. Remise des offres

La soumission se fait exclusivement en ligne; l'offre rédigée en français ou en anglais devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard le 06 OCT 2025 date limite de réception des offres à 12 heure limite et devra porter la mention

"AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N° 007070 AONO/MINJUSTICE/CIPM/2025 DU 18 SEP 2025 EN PROCEDURE D'URGENCE RELATIF AUX TRAVAUX D'EXTENSION DE LA COUR D'APPEL DU SUD (AMENAGEMENT DE TROIS (3) BUREAUX)." « A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT ».

Les offres parvenues après les date et heure de dépôt seront irrecevables.

Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD devra être transmise sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde », en plus de la mention : "AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N° 007070 AONO/MINJUSTICE/CIPM/2025 DU 18 SEP 2025 EN PROCEDURE D'URGENCE RELATIF AUX TRAVAUX D'EXTENSION DE LA COUR D'APPEL DU SUD (AMENAGEMENT DE TROIS (3) BUREAUX)." « A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT » dans les délais impartis pour la soumission en ligne.

Taille et format des fichiers

Pour la soumission en ligne, les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour l'offre administrative ;
- 15 MO pour l'offre technique ;
- 5 MO pour l'offre financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

En cas de dysfonctionnement de la plateforme COLEPS, le défaut de présentation de la copie de sauvegarde entrainera l'irrecevabilité de l'offre du candidat concerné.

NB : L'original physique de la caution de soumission et la quittance d'achat du Dossier d'Appel d'Offres doivent parvenir sous pli fermé, au Ministère de la Justice, Direction des Affaires Générales, Service des Marchés Publics, porte 410 dans les délais la soumission en ligne.

13. Recevabilité des plis

Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- Les plis portant les indications sur l'identité du soumissionnaire ;
- Les plis parvenus postérieurement aux date et heure limites de dépôt ;
- Les plis non-conformes au mode de soumission ;
- les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable.

Notamment l'absence du cautionnement de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaines des marchés publics, entrainera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente.

14. Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fait en un temps et aura lieu le 06 OCT 2025 à 13 heure par la Commission Interne de Passation des Marchés placée auprès du Ministre de la Justice, dans la salle de conférences du Ministère de la Justice au troisième étage du bâtiment central.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de leur choix dûment mandatée même en cas de groupement d'entreprises.

Sous peine de rejet, les pièces requises du dossier administratif doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente-conformément aux dispositions du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (3) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis de d'Appel d'Offres

En cas d'absence ou de non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis, après un délai de 48 heures accordé par la Commission, l'offre sera rejetée.

15. Critères d'évaluation

15.1 Critères éliminatoires

15.1.1. Pièces administratives

- 1) Absence ou non-conformité du cautionnement de soumission à l'ouverture des plis;
- 2) non production au-delà du délai de 48 h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente lors de l'ouverture des plis, (excepté le cautionnement de soumission);
- 3) fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou pièces falsifiées ;

15.1.2 Offre technique :

- 1) Fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou pièces falsifiées ;
- 2) Absence de possession d'un matériel minimum notamment une bétonnière à chargeur de 200l et un échafaudage de 200 m2
- 3) absence de l'attestation de visite de site signée sur l'honneur ;
- 4) absence d'un Conducteur des travaux répondant aux conditions suivantes :
 - ✚ Copie certifiée conforme du diplôme d'Ingénieur des travaux de Génie Civil (BAC + 3 au moins) inscrit à l'ONIGC ;
 - ✚ C.V daté et signé ;
 - ✚ Expérience générale dans le Génie Civil ≥ 5 ans ;
 - ✚ Expérience comme Conducteur dans le domaine des bâtiments et travaux publics ≥ 5 ans ;
 - ✚ Avoir réalisé au moins un (1) projet R+1 ;
 - ✚ Attestation de disponibilité datée et signée.
- 5) Non-respect de 80% des critères essentiels (24 ouïis sur 30 renvoyant au seuil de qualification de l'offre technique);
- 6) absence totale de référence dans les conditions définies dans le RPAO ;
- 7) absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
- 8) absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales ;
- 9) absence de l'attestation de capacité de préfinancement d'au moins quinze millions (15 000 000) FCFA.

15.1.3 : Offre financière :

- 1) Fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou pièces falsifiées ;
- 2) absence d'un prix unitaire quantifié dans l'Offre financière ;
- 3) absence d'un élément de l'offre financière (soumission, Bordereau des Prix Unitaires, Devis Quantitatif et Estimatif, et sous détail des prix).

15.1.4 : Critères éliminatoires d'ordre général

1. Non-respect du format de fichiers des offres soumises en ligne ;
2. non-production du CCAP paraphé sur chaque page et signé assorti de la mention « lu et approuvé » ;
3. absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon des chantiers au cours des trois dernières années.

15.2 : Critères essentiels :

Ces critères essentiels à la qualification des soumissionnaires portent à titre indicatif sur :

- la presentation de l'Offre;
- l'expérience spécifique du soumissionnaire;
- l'expérience et la qualification du personnel ;
- le matériel et la logistique;
- l'organisation méthodologique et planning.

16. Attribution

Le Maître d'Ouvrage attribuera le Marché au soumissionnaire dont l'offre a été reconnue conforme pour l'essentiel au Dossier d'Appel d'offres, qui dispose des capacités techniques et financières requises pour exécuter le contrat de façon satisfaisante et dont l'offre a été évaluée la moins disante après application des remises proposées le cas échéant.

17. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant 60 jours à partir de la date limite initiale fixée pour la remise des offres.

18. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables, au Ministère de la Justice, Direction des Affaires Générales, Service des Marchés Publics, porte 410, ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>.

19. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48.

Copies :

- MINMAP ;
- ARMP ;
- Présidente CIPM ,

Le Ministre de la Justice, Garde des Sceaux



Yaoundé le 16 SEPT 2025

DIRECTEUR DES AFFAIRES GÉNÉRALES

ENG-ELANG
Marie Claire Dieudonnée
Magistrat H H 1^{er} Groupe

1. Subject of the Invitation to Tender

In order to improve on the working conditions and the output of the personnel of the court, both quantitatively and qualitatively, the Minister of State, Minister of Justice, Keeper of the Seals, hereby launches on behalf of the Ministry of Justice, an open national invitation to tender under emergency procedure for the extension of the South Court of Appeal (construction of three (3) offices).

2. Scope of Works

The works include:

Lot 1: Preliminary works;

Lot 2: Foundation;

Lot 3: Building;

Lot 4: Carpentry - roofing - ceiling;

Lot 5: Seal coating;

Lot 6: metalwork, woodwork and glazing;

Lot 7: Electricity;

Lot 8: Painting;

Lot 9: Miscellaneous networks.

3. Allotment

The works of this Invitation to Tender shall be carried out in a single lot.

4. Estimated cost

The estimated cost of this Invitation to Tender is **CFAF thirty million (30,000,000) all taxes included.**

5. Estimated execution deadline

The maximum execution deadline set by the Project Owner for the completion of the works of this invitation to tender shall be **sixty calendar days**. It shall run from the notification of the service order for commencement of works.

6. Participation and Origin

Participation in this Open National Invitation to Tender is open to construction and public works firms or groups of firms located in Cameroon with capacities and proven experience in construction and public works.

7. Financing

The works of this Invitation to Tender are financed by the Public Investment Budget of the Ministry of Justice for the 2025 Financial Year, budget line No. 59 08 050 51 18182 523112.

8. Bidding

Within the framework of this invitation to tender, bidding shall be done online.

9. Bid Bond

Each bidder shall add to administrative documents, a hand-signed and stamped provisional guarantee of **CFAF six hundred thousand (600,000)** issued by a banking institution authorised by the Minister in charge of Finance to issue bid bonds within the framework of public contracts, a list of which appears in the Tender File and valid for a period of thirty (30) days beyond the original date of validity of tenders. The bid bond shall go with a receipt issued by the Deposit and Consignment Fund. Any offer lacking a bid bond issued by a first-class banking institution authorised by the Ministry in charge of Finance to issue bid bonds within the framework of public contracts shall be rejected. Any bid bond submitted, but having no connection with the invitation to tender shall be considered as not having been submitted. Any bid bond submitted by a bidder during the tender opening session shall be rejected.

10. Consultation of tender file

The hard copy of the Tender File can be consulted free of charge in the services of the Project Owner during working hours at the Ministry of Justice, Department of General Affairs, Public Contracts Service, Room 410, upon publication of this tender notice. It can also be consulted online on the COLEPS platform on <http://www.marchespublics.cm>, <http://www.publiccontracts.cm> and on the website of ARMP (www.armp.cm).

11. Acquisition of tender file

The hard copy of the Tender File can be obtained during working hours at the Ministry of Justice, Department of General Affairs, of Public Contracts Service, Room 410, upon publication of this tender notice and upon presentation of a payment receipt, into the Public Treasury, of a non-refundable fee of CFAF fifty thousand (50,000) for the purchase of the tender file. It is also possible to freely download the digital version of the file on <http://www.marchespublics.cm>, <http://www.publiccontracts.cm> and on the website of ARMP (www.armp.cm). However, in order to bid online, bidders must pay the tender file purchase fee.

12. Submission of bids

Bids shall be submitted online exclusively. Each bid drafted in English or French shall be submitted on the COLEPS platform latest on **06 OCT 2025** deadline for reception of bids, at **12 noon** and shall bear the following information

**"OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER No 007070/AONOMINJUSTICE/CIPM/2025 OF 6 SEPTEMBER 2025
EMERGENCY PROCEDURE FOR THE EXTENSION OF THE SOUTH COURT OF APPEAL (CONSTRUCTION OF THREE (3) OFFICES)**

"TO BE OPENED ONLY AT THE TENDER-EVALUATION SESSION".

Any tender submitted after the submission deadline shall be rejected.

A back-up copy of the bid saved in a USB drive or a CD/DVD shall be forwarded in a sealed envelope bearing the information "back-up copy" written in clear and legible way, as well as: "OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER No 007070/AONOMINJUSTICE/CIPM/2025 OF 6 SEPTEMBER 2025 EMERGENCY PROCEDURE FOR THE EXTENSION OF THE SOUTH COURT OF APPEAL (CONSTRUCTION OF THREE (3) OFFICES)". "TO BE OPENED ONLY AT THE TENDER-EVALUATION SESSION" within the prescribed deadline for online bidding.

File size and format

For online bidding, the documents to be submitted on the platform shall have the following maximum sizes:

- 5 Mo for the administrative offer;
- 15 Mo for the technical offer;
- 5 Mo for the financial offer.

The following formats shall be accepted:

- PDF format for texts;
- JPEG for images.

Where necessary, each candidate shall make sure to use a file compression software to reduce the size of files to be forwarded.

In case of malfunctioning of the COLEPS platform, failure to present the back-up copy shall lead to the rejection of the bid of the candidate concerned.

NB: The original hard copy of the bid bond and of the tender file purchase receipt shall be sent within the online submission deadline in a sealed envelope at Ministry of Justice, Department of General Affairs, Public Contracts Service, Room 410.

13. Tender Compliance

The following shall be rejected by the Project Owner:

- Bids bearing the identity of the bidder;
- Bids submitted after the deadline;
- *Bids not in compliance with the submission method;*
- Bids not bearing information on the invitation to tender.

Any offer not in keeping with tender requirements shall be rejected. Especially, any offer lacking a bid bond issued by a banking institution authorised by the Minister in charge of Finance to issue bid bonds within the framework of public contracts, shall be rejected without any remedy. Any bid bond submitted, but having no connection with the invitation to tender shall be considered as not having being submitted.

14. Opening of bids

Tenders shall be opened in a single phase at the Conference Room of the Ministry of Justice, located at the third floor of the main building, on 06 SEP 2025 at 11h, by the Ministry's Tender Board.

Only bidders or their duly mandated representatives (in the case of a group of firms) shall attend this opening session.

In keeping with the requirements of the Special Tender Regulation and under pain of rejection, documents of the administrative file shall be submitted in originals or copies certified true by the issuing service or the competent administrative authority. They shall be less than three (3) months from the initial date of submission of bids or be established before the date of signature of the invitation to tender.

In case of absence or non-compliance of a document of the administrative file during the tender opening session, after a deadline of 48 hours granted by the Board, the offer shall be rejected.

15. Evaluation Criteria

15.1 Eliminary Criteria

15.1.1. Administrative Documents

- 1) Absence or non-compliance of the bid bond at the tender opening session;
- 2) failure to submit a document of the administrative file deemed non-compliant or lacking during the tender opening session, beyond the deadline of 48 hours after the opening of bids (except the bid bond).
- 3) false declarations, fraudulent schemes, or forged documents;

15.1.2 Technical Offer:

- 1) False declarations, fraudulent schemes, or forged documents;
- 2) Absence of minimum equipment, in particular a 200-litre concrete mixer and 200 m² of scaffolding
- 3) Absence of a signed sworn attestation of site visit;
- 4) Non-compliance with the following requirements relating to the project manager:

- ✚ Certified true copy of the Diploma of Civil Engineer "(BAC + 3 at least)" and be registered with the National Order of Civil Engineers;
- ✚ Dated and signed CV;
- ✚ General experience in Civil Engineering ≥ 10 years;
- ✚ Experience as Project Manager of building projects and public works ≥ 5 years;
- ✚ Having executed at least one (1) GF+1 Project;
- ✚ Dated and signed certification of availability.

- 5) Failure to meet 80% of essential criteria (24 yes over 30, qualification threshold of the technical offer);
- 6) Absence of at least one reference in the conditions laid down in the RPAO;
- 7) Absence of a dated and signed integrity charter;
- 8) Absence of a declaration of commitment to respect environmental and social clauses;
- 9) Absence of an attestation indicating capacity to pre-finance to the tune of at least CFAF fifteen million (15,000,000).

15.1. 3: Financial offer:

- 1) False declarations, fraudulent schemes, or forged documents;
- 2) Absence of a quantified unit price in the financial offer;
- 3) Absence of an element of the financial offer (bid, unit price schedule, bill of quantities, cost estimate, and detailed breakdown of prices).

15.1. 4: General eliminatory criteria

1. Non-compliance with the format of offers submitted online;
2. Absence of the Specific Administrative Clauses (CCAP) with each page initialled and signed by the bidder, with the inscription "read and approved";
3. Absence of a sworn statement of non-abandonment of construction sites during the past three years.

15.2: Essential criteria:

These essential criteria for the qualification of bidders relate to:

- the presentation of the offer;
- the specific experience of the bidder;
- the experience and qualification of the personnel;
- equipment and logistics;
- methodological organisation and planning.

16. Contract award

The Project Owner shall award the contract to the bidder whose offer will have been established as compliant with the tender file, who has the required technical and financial capacity to execute the contract in a satisfactory way and whose offer shall be evaluated as the lowest after applying the suggested discounts where necessary.

17. Tender validity

Bidders shall be bound by their tenders for a period of ninety (60) days with effect from the tender submission deadline.

18. Additional information

Additional information may be obtained during working hours at the Ministry of Justice, Department of General Affairs,, Public Contracts Service, Room 410 or online on the COLEPS platform on <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>.

19. Fight against corruption and poor practices

For any complaint relating to corruption or poor practices, please call CONAC using 1517 or call or text a message to the Ministry of Public Contracts (MINMAP) using the following numbers: (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48.

COPY:

- MINMAP;
- ARMP;
- Chairperson CIPM;

Yaounde

16 SEPT 2025

The Minister of State, Minister of Justice, Keeper of Seals



PAR ORDRE
DU DIRECTEUR DES AFFAIRES
GENERALES
NSENK-ELANG
Marie Claire Dieudonné
Magistrat H H 1^{er} Groupe